



Paris, le 29 septembre 2010

Communiqué

Michel Sapin, Secrétaire national à l'économie

Pierre-Alain Muet, Président du Conseil économique

Le budget 2011 : la facture du Sarkozysme

Le budget présenté aujourd'hui n'est rien d'autre que la facture du Sarkozysme : augmentation des impôts de 10 milliards d'euros et 7 milliards d'euros en baisse aveugle des dépenses publiques, gel des salaires des fonctionnaires et des dotations aux collectivités locales.

La crise n'explique qu'un tiers du déficit des finances publiques de l'année 2010, le reste est la conséquence d'une politique irresponsable qui a creusé les déficits avec les cadeaux fiscaux pour les plus fortunés de nos concitoyens, quand nos partenaires européens mettaient à profit la croissance pour les réduire.

Le budget présenté par le gouvernement ne fera qu'amplifier l'injustice fiscale. Le coup de rabet ne concernera qu'une vingtaine de niches, pour 440 millions d'euros uniquement, et aucune des mesures fiscales injustes et inefficaces adoptées par le gouvernement n'a été supprimée, à commencer par le bouclier fiscal. Par contre, les Français vont devoir subir une forte hausse d'impôts.

L'augmentation de la TVA sur les offres triple play, qui sera pour une grande part répercutée sur les prix des forfaits, va représenter un surcoût important pour les ménages aux revenus modestes et pour l'ensemble des classes moyennes, alors qu'elle ne pèsera que peu sur les budgets des ménages aisés. La plupart des impôts nouveaux sera une fois de plus supportée par l'ensemble des Français (moindres exonérations pour les HLM qui sera répercutée sur les loyers, suppression de l'avantage fiscal pour les nouveaux mariés ou pacsés, ...). Le budget 2011 ne fait que poursuivre et renforcer une politique fiscale totalement injuste.

Enfin, ce budget est une véritable erreur économique. Les coupes sombres dans les dépenses publiques, sans aucun discernement, l'arrêt brutal du plan de relance, le gel massif des salaires des fonctionnaires et des dotations aux collectivités locales, vont produire des effets fortement négatifs sur la croissance : baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires et donc de la consommation, baisse de l'activité dans le bâtiment avec le recul des capacités d'investissement des collectivités locales, recul de l'emploi avec la diminution du nombre de contrats aidés et des aides à l'apprentissage. Le budget proposé ne permettra pas d'atteindre l'objectif d'une croissance de 2% en 2011. Par conséquent, c'est l'objectif d'un déficit public ramené à 6% qui apparaît compromis.

Avec le budget 2011 les Français passent à la caisse pour payer la facture du Sarkozysme, qui ne cessera d'augmenter et plombera longtemps nos finances publiques.